

réal, 2001, 233 p.), Christian Deblock et Samia Kazi Aoul proposent une perspective rigoureuse de cette question, mais accessible aux non-économistes. L'ouvrage offre une présentation des principales organisations internationales impliquées dans la gestion de la dette – le FMI, la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux et l'OCDE – et des approches qu'elles utilisent dans le financement du développement. Une section est consacrée aux schémas de réaménagement de la dette : Club de Paris, Club de Londres, Plan Baker, Plan Brady et Initiative en faveur des pays pauvres et très endettés.

#### QUESTIONS HUMANITAIRES

L'aide humanitaire fait partie depuis longtemps des préoccupations internationales canadiennes. Cependant, il n'existait aucun ouvrage de référence sur ce sujet avant la parution de *L'Action humanitaire du Canada : histoire, concepts, politiques et pratiques de terrain*, livre dirigé par Yvan Conoir et Gérard Verna (Presses de l'Université Laval, Québec, 2002, 615 p.). Cette somme ne comprend pas moins de 34 articles sur tous les aspects de la question, depuis l'origine des politiques humanitaires jusqu'à leur évolution future. On y retrouve des sujets porteurs d'avenir, tels que la protection des enfants affectés par les conflits armés, l'ingérence humanitaire, les mutations de l'aide humanitaire et l'éthique des opérations humanitaires. Plusieurs études de cas figurent dans l'ouvrage, notamment à propos de la Sierra Leone, du Sri Lanka, du Burundi, de la République démocratique du Congo, de la Russie, de l'Afghanistan et du Timor Oriental. Malgré l'orientation canadienne du livre, les lecteurs étrangers pourront tirer partie de cet ouvrage très riche, alimenté par les réflexions d'un groupe d'auteurs comprenant praticiens des ONG, fonctionnaires, militaires, universitaires, analystes-conseils et journalistes.

#### POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU QUÉBEC

Sur le Québec, on doit signaler l'ouvrage d'un spécialiste japonais de la question, Shiro Noda, intitulé *Entre l'indépendance et le fédéralisme, 1970-1980. La décennie marquante des relations internationales du Québec* (Presses de l'Université Laval, Québec, 2001, 366 p.). Durant cette décennie, le Québec est passé au rang d'acteur international et est devenu le précurseur de l'action internationale de multiples entités sous-nationales, une réalité qui est démontrée par l'auteur à partir d'indicateurs tels que les effectifs, les budgets et les ententes internationales conclues par le Québec. L'auteur étudie aussi l'impact durable des deux conceptions gouvernementales qui se sont succédé durant cette décennie : le fédéralisme du Parti libéral de Robert Bourassa et l'indépendantisme du Parti québécois de René Lévesque.

#### PUBLICATIONS FRANÇAISES

**Gérard CHALIAND, *L'Arme du terrorisme*, Audibert, 2002**

Des très nombreux livres qui se donnent pour objectif de tirer le bilan des attentats terroristes de New York, le petit livre de Gérard Chaliand est sans doute l'un

des plus clairs et des plus utiles. Gérard Chaliand écrivait deux ans avant les attentats : « *le fait que les pays développés ne puissent être menacés que par le truchement du terrorisme est davantage la preuve de leur puissance que de leur vulnérabilité. On peut craindre un attentat particulièrement meurtrier, mais en aucun cas une déstabilisation* ». Un an après les attentats du 11 septembre 2001, il persiste et signe : « *les Etats-Unis sont si puissants, écrit-il, qu'aucune guerre frontale n'est envisageable contre eux. Aussi le terrorisme est l'unique moyen de déjouer, et cela de façon limitée, leur vulnérabilité* ». Effectivement, au lendemain de la guerre en Afghanistan et alors qu'est annoncée celle en Iraq, il est clair que les attentats n'ont pas porté atteinte, même de façon limitée, à la puissance américaine. On peut même se demander s'ils n'ont pas été, selon les mots mêmes du Président Bush « *une occasion à saisir* » pour réaffirmer la prééminence américaine.

Le plus grand mérite de ce petit livre, écrit par l'un des meilleurs connaisseurs des mouvements terroristes, est de montrer l'inefficacité de l'arme terroriste qui, dans l'histoire, a le plus souvent renforcé et non affaibli ceux qu'elle prétendait frapper. Si les actes de terreur étatique ont malheureusement fait preuve de leur efficacité, il n'en est pas de même des actions terroristes prétendant par ce moyen défier les puissances étatiques. G. Chaliand rappelle avec réalisme que le résultat de la guérilla urbaine des Tupamaros d'Uruguay aura finalement été, non le soulèvement des masses, mais la disparition d'un régime démocratique et dix ans de dictature. De même, aucune masse arabe ne s'est levée et ne se lèvera à l'appel de Ben Laden et de son exploit meurtrier et, en Israël, les bombes vivantes ne font finalement que renforcer la terreur d'Etat.

Retraçant avec précision et concision la logique qui a présidé à l'ascension de Ben Laden et des Talibans, Gérard Chaliand met au jour la nature de leurs illusions et l'étroitesse de leur base. Il montre que la force de l'islamisme radical est d'abord celle d'un retour de flammes frappant les apprentis sorciers américains qui croyaient que tous les moyens étaient permis. Puissamment aidés – ils furent les seuls à être équipés en missiles Stingers – par une chaîne qui allait du Pakistan et de ses camps d'entraînement aux réseaux financiers wahhabites et qui conduisait à la CIA, Ben Laden et les Talibans ont pu avoir l'illusion d'avoir triomphé des Soviétiques. Gérard Chaliand rappelle opportunément qu'en réalité l'Union soviétique ne s'est battue en Afghanistan qu'avec des moyens limités, handicapée par l'absence d'armée professionnelle et, qu'avec Gorbatchev, elle a cessé de combattre pour se contenter de jouer sur les divisions tribales, permettant au gouvernement de Kaboul de tenir, seul, durant deux ans. C'est cette utilisation de l'islamisme radical par la puissance hégémonique qui a amplifié et donné consistance à une dynamique islamiste somme toute des plus modestes : « *les services américains, note Gérard Chaliand, même après le retrait soviétique d'Afghanistan, ont continué, en liaison avec l'ISI (les services pakistanais), à favoriser les islamistes. C'est en quelque sorte un choc en retour* » et l'auteur de remarquer qu'une démarche similaire se retrouve au sein de l'Autorité palestinienne, où « *le Mossad avait, lui aussi, joué les apprentis sorciers en favorisant au début le Hamas pour affaiblir l'OLP* », pour conclure que « *Washington ne semble pas se rendre compte que le Jihad afghan, soutenu par la CIA et ses alliés saoudiens et pakistanais a produit à travers le monde musulman des dizaines de milliers de militants qu'on retrouve en Bosnie, en Algérie, au Yémen, en Tchétchénie, au Cachemire, aux*

*Philippines, etc., mais dont les adversaires premiers sont souvent leur propre régime corrompus et les EU qui les soutiennent ».*

Le livre comprend en outre un court mais dense développement sur le programme de l'islamisme radical que G. Chaliand a demandé à Alain Grignard. S'opposant aux craintes qui l'ont emporté en Occident, les auteurs montrent que la révolution iranienne n'a pas été le coup d'envoi d'un effet de « dominos » emportant les régimes arabes les uns après les autres, et que ce projet politique est un échec.

La question qui pose problème au terme de la lecture de cet excellent travail est de savoir quelle peut être l'importance à venir du terrorisme. Gérard Chaliand estime qu'il faut raison garder. Les attentats du 11 septembre resteront « *comme le zénith d'une éphémère équipée parce qu'elle était privée de base de masse organisée, un audacieux coup de commandos suicide sans lendemain* ». Les attentats d'Al Quâïda, écrit-il en conclusion, « *sont aussi décevants dans leurs effets politiques escomptés que l'équipée d'Ernesto Che Guevara en Bolivie qui devait servir de catalyseur en Amérique latine* ». Ce parallèle a certes le mérite de mettre en valeur l'utopie de toute action minoritaire qui se veut exemplaire; reste que le Che ne prenait pas pour cible les populations civiles, ce qui n'est pas une mince différence.

Une question se pose finalement quant à l'avenir du terrorisme. Pour G. Chaliand, les attentats n'ont été ni le catalyseur d'une guerre généralisée, ni le début d'une nouvelle ère en matière de relations internationales. Le 11 septembre est cependant une date majeure en raison de sa cible : « *celle-ci est importante, non point tant par le nombre considérable des victimes que par le fait que ce sont les États-Unis qui ont été si précisément frappés. Les mêmes attentats réalisés en Malaisie contre les tours géantes de Kuala Lumpur voire contre la tour de Londres et le Parlement britannique eussent été des événements, mineur pour le premier, considérable pour le second, mais n'auraient pas eu, mondialement, l'effet du choc d'une Amérique un moment ébranlée dans ses fondements mêmes* ». La poursuite d'un terrorisme anti-américain est probable en raison même de l'hyperpuissance américaine. Seul le contournement d'une telle puissance militaire est en effet possible et il ne fait pas de doute que la voie ne soit tentante pour les adversaires de l'Amérique. Pourrait-elle conduire à des succès limités au registre de la distribution de la puissance? C'est peu probable. En revanche, l'arme du terrorisme pourrait bien s'avérer d'une redoutable efficacité, conduisant à la remise en cause de la démocratie comme le redoute John Le Carré, qui nous alerte dans les colonnes du journal *Le Monde* : « *la réaction au 11 septembre 2001 doit dépasser les espoirs les plus fous d'Oussama : comme à l'époque de MacCarthy, les droits et les libertés publiques que le monde entier envie à l'Amérique se voient systématiquement grignotés* ».

*Jean Paul Joubert (\*)*

**Georges CORM, *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, La Découverte, Paris, 2002, 183 p.**

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York, les discours sur le choc à venir des civilisations orientale et occidentale, inspirés des écrits du profes-

(\*) Professeur de Science politique à l'Université Lyon III-Jean Moulin et directeur du Centre Lyonnais d'Études de Sécurité Internationale et Défense (CLESID).

seur Samuel P. Huntington, se multiplient. Le débat se focalise également sur l'évolution du rôle et du statut des Etats-Unis dans les relations internationales contemporaines et tend à se polariser de façon schématique autour de deux axes : un axe « pro-américanisme/anti-américanisme », d'une part, un axe « déclin américain/hyperpuissance américaine », d'autre part. Si la pertinence de la polarisation des recherches actuelles autour de ces deux axes est légitime et nécessaire en raison de l'évolution apparente des relations internationales et de son indéniable capacité explicative liée à la lecture binaire qu'elle donne de la réalité, elle pose néanmoins deux problèmes majeurs : d'une part, elle induit implicitement l'acceptation comme postulat préalable de la théorie « huntingtonienne » du choc de civilisations à venir ; d'autre part, elle a tendance, au regard du foisonnement des discours s'inscrivant dans cette polarisation, à devenir globalisante et à laisser peu de place aux écrits qui s'inscrivent en rupture par rapport à cette explication de la réalité contemporaine. Tel est le cas de l'ouvrage de Georges Corm.

Economiste international et ancien ministre des Finances du Liban, Georges Corm est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés au problème de développement et, plus particulièrement, au monde proche-oriental, parmi lesquels il faut retenir *Le Proche-Orient éclaté, 1956-1991* (1983), *Géopolitique du conflit libanais* (1986), *L'Europe et l'Orient* (1989), *Le Proche-Orient éclaté II, 1991-1996* (1997) et *La Méditerranée, espace de conflit* (2001). Praticien et spécialiste érudit du monde méditerranéen, Georges Corm s'interroge dans cet essai sur les origines historiques, religieuses, philosophiques et politiques de la revivification, depuis le 11 septembre 2001, de ce mythe ancien toujours en construction, de la fracture entre Orient et Occident, fracture selon lui imaginaire.

Le livre de Georges Corm se caractérise par le fait que, comme l'écrit lui-même l'auteur, il n'a pas pour ambition de démonter les mécanismes, les stratégies et les carences qui ont provoqué la réalisation de ces attentats, ni de s'interroger directement sur l'évolution du rôle des Etats-Unis sur la scène mondiale. Pour G. Corm, les attentats terroristes du World Trade Center, plus que par le nombre des victimes et l'ampleur des dégâts provoqués, ont marqué les esprits par la symbolique des images qu'ils ont forgées et des mythes qu'ils ont contribués à renforcer. Ainsi, sur la base de ce constat, le but de l'auteur est de tenter « *d'inverser la symbolique négative du 11 septembre qui domine jusqu'ici* », symbolique négative dont il convient de « *démystifier certains des comportements ou des postures intellectuelles que les événements du 11 septembre ont cristallisés dans les psychologies collectives* ».

Les causes de cette fracture imaginaire trouvent leurs origines, selon G. Corm, dans la conjonction de différents discours qui aboutissent à la construction d'une réalité apparente qui se structure sur cette dichotomie Orient/Occident. Cette lecture en termes d'oppositions et de ruptures se nourrit tout d'abord d'une approche intellectuelle occidentale du monde, structurellement binaire et réductrice, fondée sur les oppositions « Est contre Ouest », « Bien contre Mal », « nature contre culture », « sacré contre profane », « individuel contre collectif », « monde primitif contre monde civilisé », « Orient contre Occident ». Le renouveau, au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, d'une lecture binaire et simplificatrice du monde, que l'on croyait dépassée depuis la disparition de l'URSS, traduit également l'échec de la notion de « Tiers monde », concept qui, forgé durant les années soixante, induisait la complexité du monde en s'opposant à la lecture binaire qui en était faite. De plus, la fracture repose, pour Georges

Corm, sur une approche géopolitique du bassin méditerranéen envisagé comme « *épicentre de la fracture entre Orient et Occident* ». Cependant, la réalité géographique, historique et culturel est plus complexe, car s'il fut et reste un lieu d'opposition, le bassin méditerranéen a été et demeure surtout un creuset, un lien, un pont inter-civilisationnel, au sens saint-simonien du terme, entre Orient et Occident.

G. Corm insiste également sur l'importance fondamentale d'une autre opposition binaire, fondatrice dans l'élaboration intellectuelle de la rupture imaginaire entre Orient et Occident, à savoir le mythe de la division du monde entre Aryens et Sémites. Ce mythe, forgé à l'origine par les linguistes occidentaux, puis porté à son paroxysme, suite à un long processus de recherches et de vulgarisation scientifique, sous la forme de l'idéologie nazie, traduit la volonté de purifier et couper les liens historiques, généalogiques et religieux avec une région et des populations dont une part importante de l'identité occidentale est pourtant originaire.

De même, depuis la chute de l'Empire soviétique et la disparition des idéologies communistes, l'Occident fait fausse route en instrumentalisant, dans son aspect le plus négatif et le plus réducteur, la philosophie des Lumières. L'occidentalisation du monde provoque un attrait souvent proche de la fascination et une répulsion souvent proche de la haine chez les populations non occidentales, notamment chez les populations arabo-musulmanes. Ce processus aboutit à la célébration d'un individualisme lui aussi mythifié, qui ne définit d'ailleurs pas la réalité autant que la prégnance idéologique et médiatique de ce mythe dans nos sociétés pourrait le laisser supposer. Il en résulte le développement d'un narcissisme ethnocentrique, qui induit un sentiment de supériorité paradoxalement et parallèlement lié à la perte, par l'Occident, du sens à donner à l'utilisation de sa puissance qui la confronte au spectre du mythe de sa décadence. Cette évolution se traduit par le renouveau du fait religieux au sens wébérien, qui aboutit à la réincarnation de ces archétypes religieux dans les idéaux laïques. Il s'agit en réalité d'une « *laïcité en trompe-l'œil* », qui fait de l'islam « *le nouveau paria du monothéisme* », en raison de son refus de la laïcité occidentale, alors que cette dernière est pourtant elle-même irriguée de christianisme.

Ce discours paradoxal et quasi paranoïaque de l'Occident sur lui-même lui fait quitter peu à peu les rivages de la Raison et de l'esprit critique, Raison et esprit critique qui ont fait et font sa force véritable. L'Occident semble vouloir, ou devoir, s'imprégner d'irrationalité, ce qui, avec le soutien et le concours des extrémistes musulmans, rend la fracture Orient-Occident de moins en moins imaginaire. Les moyens de combattre et de lutter contre ce processus de construction de la réalité existent pourtant : il s'agit de retourner avec humilité aux sources de la Raison des Lumières et de l'esprit critique, en les adossant à une laïcité véritable et revivifiée.

Georges Corm tente ainsi « *de calmer les fièvres et les peurs cachées* » en luttant contre l'irrationalité par la Raison. Un problème majeur se pose néanmoins : celui de l'instrumentalisation de l'irrationalité potentialisée par la symbolique du 11 septembre, non pas par la Raison des Lumières, mais par la raison d'Etat. Une utilisation rationnelle de l'irrational par la raison d'Etat au service de la puissance de ces

mêmes Etats. C'est sans doute l'une des mises en garde majeure de l'ouvrage de G. Corm, qui prend tout son sens dans le contexte international actuel et à venir.

*Guillaume Godineau* (\*)

**Barthélémy COURMONT et Darko RIBNIKAR, *Les Guerres asymétriques*, IRIS-PUF (coll. Enjeux stratégiques), Paris, 2002, 287 p.**

« Si, à la prudence, on ajoute l'usage de moyens injustes ou malhonnêtes, tels ceux que suggèrent habituellement la crainte ou le besoin, on obtient cette sagesse tortueuse qui est appelée astuce, et qui est le signe d'un petit esprit » (6).

Les attentats de New York ont fait l'objet de nombreuses interprétations, certains allant parfois jusqu'à y voir une rupture majeure ouvrant une ère nouvelle des relations internationales. *Les Guerres asymétriques*, de Barthélémy Courmont et Darko Ribnikar, vise au contraire à démontrer que les événements du 11 septembre 2001 s'inscrivent dans le prolongement d'anciennes formes de conflictualité. Procédant le plus souvent d'un déséquilibre de puissance, le recours à l'« asymétrie » se traduit par un « refus des règles du combat » (p. 26) visant à créer la surprise, par des acteurs appliquant systématiquement leurs forces sur les faiblesses de l'adversaire, dans le but d'obtenir des résultats disproportionnés. Les auteurs articulent ainsi leur réflexion en deux temps, en l'illustrant tout d'abord par des « *expériences du passé* », avant de poursuivre par une étude des formes que pourrait actuellement prendre l'asymétrie.

Dans le prolongement d'un premier chapitre définissant les concepts clefs, B. Courmont et D. Ribnikar procèdent à un inventaire des principaux affrontements ayant vu le recours à des approches asymétriques. Avec une profondeur croissante, ils développent des exemples puisés depuis l'histoire médiévale, qui complètent de manière éclairante les aspects théoriques : le rejet des règles de la chevalerie, le développement des tactiques de guérilla et les guerres de Tchétchénie illustrent clairement les moyens par lesquels des acteurs s'opposèrent à un ennemi de puissance supérieure. De manière semblable, à travers les expériences américaines (Vietnam, Somalie) et la guerre du Kosovo, les auteurs montrent que « *la faible est rarement aussi démunie qu'on le croyait* » (7) face à l'écrasante supériorité technico-militaire occidentale.

Sur la base de ce constat, la seconde partie de l'ouvrage présente les formes contemporaines que pourrait prendre l'asymétrie (contournement de la révolution informationnelle, terrorisme, armes de destruction massive) et les implications de ces évolutions pour les démocraties occidentales. L'incapacité de riposter contre un ennemi non étatique, la difficulté de redéfinir un rapport avantageux entre sécurité et liberté, les limites de la technologie imposent d'agir sur les causes politiques donnant naissance à l'asymétrie plutôt que de réagir à ses manifestations.

Deux critiques peuvent cependant être portées à cette étude : on regrettera tout d'abord l'absence d'un chapitre consacré aux forces et faiblesses de l'Europe face à

(\*) Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

(6) Thomas HOBBS, *Léviathan – Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, Editions Sirey, Paris, 1983, p. 68.

(7) F. GÈRE, « La guerre asymétrique », *Libération*, 25 septembre 2001.

ces nouvelles menaces ; en outre, il eût été bienvenu d'insister davantage sur le processus par lequel l'asymétrie des volontés parvient à compenser partiellement l'asymétrie de puissance. Toutefois, ces deux remarques ne font qu'à peine nuancer le mérite d'un travail riche, abordant une thématique complexe, qui était, jusqu'alors, exclusivement traitée par des experts anglophones.

*Corentin Brustlein (\*)*

**Thérèse DELPECH, *Politique du chaos. L'Autre Face de la mondialisation*, Seuil (coll. La République des idées), Paris, 2002, 64 p.**

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont eu un impact très fort sur les esprits, et très vite l'idée que cet événement sans précédent « *ouvrait une nouvelle phase historique dans un coup de tonnerre* » (8) prévalut. Les conséquences, tant géopolitiques que géostratégiques, de cet événement mènent à un bilan pessimiste de la situation au lendemain des attentats. Le dernier ouvrage de Thérèse Delpech (9) met ainsi en évidence les nouvelles menaces auxquelles le système international est exposé : l'instabilité de certaines régions du monde, la faillite des grandes puissances et par là même la « *vulnérabilité universelle* » détermineraient « *l'apparition d'une authentique 'politique du chaos', qui fait concurrence à la société des nations et qui présente pour elle un danger mortel* » (10).

Depuis la fin de la Guerre froide, une multiplicité d'événements a déstructuré le système international, tout en modifiant la nature et la perception de la sécurité internationale. « *Le XX<sup>e</sup> siècle a été celui de l'hypertrophie des Etats. Le XXI<sup>e</sup> sera peut-être celui de leur faillite* » (11). Ce constat, permis par la fin de l'opposition Est-Ouest, met en exergue l'émergence de forces qui sont, dans de nombreuses régions, opposées à l'organisation étatique : « *en Afrique, en Asie centrale, en Europe orientale, dans toute une partie de l'Amérique latine, des Etats ne contrôlent plus qu'une partie de leur territoire. Dans ces ensembles chaotiques, pré-modernes, des trafics de toutes sortes, mélange le plus souvent de drogues et d'armements, entretiennent l'instabilité de façon chronique. Ils alimentent aussi le terrorisme international, qui peut y mener une existence parasitaire* » (12). Ces éléments constituent des prémisses à la crise survenue le 11 septembre, permettant le déploiement, depuis l'Afghanistan, d'un réseau terroriste comme celui d'Oussama Ben Laden. Avec le phénomène de déliquescence de l'Etat, qui touche aussi bien l'ex-URSS, que l'Asie centrale ou la Russie elle-même (13), l'Etat ne posséderait plus, selon la formule de Max Weber, « *le monopole de la violence légitime* ». En effet, « *l'acquisition d'instruments de violence radicale par des groupes ou des individus de plus en plus nombreux est elle-même un produit de la*

(\*) Allocataire DGA/CNRS au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLE-SID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

(8) Thérèse DELPECH, *Politique du chaos*, Seuil, 2002, Paris, p. 6.

(9) Thérèse Delpech, directrice des études et de la prospective au Commissariat à l'Energie Atomique, est spécialiste des questions de prolifération nucléaire et des questions de sécurité internationale ; elle est aussi chercheur associé au Centre d'Etude et de Recherches Internationales (CERI), membre du conseil de l'Institut International d'Etudes Stratégiques (IISS) et conseiller du Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Elle a déjà publié *L'Héritage nucléaire* (Complexe, 1997) et *La Guerre parfaite* (Flammarion, 1998).

(10) *Ibid.*, p. 7.

(11) *Ibid.*, p. 9.

(12) *Ibid.*, pp. 9-10.

(13) Dont l'intégration dans l'espace européen sera une des grandes problématique des décennies à venir.

*mondialisation* » : la question qui se pose aux responsables politiques est de contrôler à l'exportation des biens et des technologies de pointe à finalité civile ou militaire. Ainsi, la mondialisation aurait elle-même favorisé le développement de réseaux terroristes. Un troisième signe avant-coureur, caractéristique du monde de l'après-Guerre froide et essentiel à la compréhension des événements du 11 septembre 2001, concerne la disparition de la frontière qui existait entre civils et militaires : les auteurs des attentats contre le World Trade Center, de même que leurs victimes, étaient des civils. « *Le suicide des uns et le meurtre des autres ouvrent un nouveau chapitre dans l'histoire des conflits* » (14). Un autre élément est significatif de la situation : il s'agit du risque de prolifération et surtout de l'augmentation du risque d'utilisation d'armes de destruction massive. Sur le plan militaire, l'innovation technologique n'a cessé de s'accroître ; les armes biologiques constituent aujourd'hui une menace importante et sont « *une régression pour l'humanité* » (15). Les groupes terroristes comme le réseau Al Qaïda ou la secte Aum au Japon s'intéressent de plus en plus aux armes chimiques et biologiques ; ces organisations terroristes sont ainsi devenues des « *ONG de la prolifération* » (16). La violence présente actuellement et l'imprévisibilité du cours des événements ont relancé le regain d'intérêt, dans de nombreuses régions du monde, pour la défense antimissiles. De plus, la révolution dans les affaires militaires engagée par les Etats-Unis continue de creuser le fossé transatlantique : il s'agit de développer les moyens de la puissance américaine, en s'appuyant sur la technologie, un processus qui encourage le recours à des stratégies asymétriques. Cependant, l'écueil mis en exergue par l'analyse de l'auteur montre que la sécurité, dans le cadre de cette révolution, n'est conçue que sous l'angle militaire : « *dans un monde où la force est une notion de plus en plus relative en raison des moyens disponibles, cette tendance comporte des dangers, sur lesquels l'Europe ne cesse d'insister dans son dialogue avec Washington. Malheureusement, comme les Européens sont dans une situation inverse d'impuissance militaire, ils ne sont pas écoutés* » (17).

Dans une deuxième phase, l'auteur note l'évolution qu'a subie le terrorisme : des transformations se sont produites concernant sa structure, ses méthodes, ses cibles. Les structures en place bénéficient de la révolution de l'information, ce qui a permis le développement d'un nouveau type de conflit, appelé « *netwar* ». Les réseaux apparus, « *amorphes* », extrêmement mobiles, avec un fort pouvoir de décision au niveau local, constituent des « *nébuleuses* » imprévisibles et déroutantes. Les terroristes ont de plus en plus recours aux « *tactiques asymétriques* ». Il est nécessaire d'intégrer au paysage stratégique l'analyse suivante : l'utilisation que des Etats pourraient faire, sans risquer de représailles nucléaires, de groupes terroristes en vue de parvenir à leurs fins. A côté de la poudrière du Moyen-Orient, l'Asie figure en bonne place parmi les régions les plus instables de la planète ; après s'être interrogée sur le monde musulman et avoir explicité la place des musulmans en Europe, Thérèse Delpech s'intéresse aux « *turbulences asiatiques* » : les risques d'escalade de la violence entre l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire, le programme balistico-nucléaire nord-coréen, la question de la récupération de Taïwan par la Chine, l'émancipation mili-

(14) *Ibid.*, p. 15.

(15) *Ibid.*, p. 23.

(16) *Ibid.*, p. 20.

(17) *Ibid.*, p. 26.

taire du Japon et la question de la liberté des mers constituent quelques-uns des risques majeurs en Asie.

Dans son dernier chapitre, T. Delpech met en avant l'idée selon laquelle les grandes puissances, en faillite, ne peuvent répondre aux défis stratégiques qui constituent le désordre du monde actuel. L'hyperpuissance américaine, qui fait le choix de l'unilatéralisme dans sa lutte contre le terrorisme international, devrait au contraire resserrer ses alliances et compter sur ses partenaires plutôt que de favoriser le « *tout sécuritaire* ». D'autre part, la Russie affiche elle aussi une impuissance à résoudre la situation dans laquelle elle se trouve : sa principale préoccupation est économique, mais elle est « *une force déstructurante qui pose plus de problèmes qu'elle n'en résout avec le niveau de ses activités criminelles, de ses trafics illicites, et la conduite de son armée, sans même parler des liens entretenus par ses services de renseignement, ni des coopérations internationales de son industrie d'armement* » (18). Pour ce qui est de la Chine, elle doit amorcer une phase de transition qui sera délicate ; son entrée dans l'OMC et les questions sociales en cours ne feront qu'accroître l'instabilité déjà présente. Au niveau géopolitique, le constat est amer : les Etats-Unis sont parvenus à pénétrer l'Asie centrale et sont présents jusqu'au Japon. Face à ces enjeux stratégiques la Chine a augmenté considérablement ses dépenses militaires : elle demeure un acteur essentiel mais qui reste imprévisible, « *tant dans son évolution interne que dans sa politique extérieure, mais sa modernisation militaire finira par porter ses fruits* » (19). Enfin, en ce qui concerne l'Europe, la fin de la Guerre froide a été un bouleversement ; l'enjeu européen aujourd'hui est la mise en place d'une politique de sécurité commune, tant militaire que non militaire : il est nécessaire qu'à l'avenir, l'Europe ne soit pas uniquement consommatrice de sécurité, mais aussi productrice de sécurité collective ; elle doit définitivement abandonner son égoïsme afin de répondre aux impératifs stratégiques qui voient le jour.

Le monde actuel est, pour T. Delpech, un « *monde à la dérive* ». L'essai *Politique du chaos*, dense et clair, présente une réflexion objective de la situation internationale depuis le 11 septembre 2001 et met en exergue différents enjeux stratégiques présents. « *Etats en faillite* », « *guerre asymétrique* » et « *réseaux amorphes* » apparaissent comme les concepts clefs pour comprendre la situation actuelle. La déliquescence du politique, constitue « *l'une des plus graves menaces auxquelles le monde est confronté à l'aube de ce siècle résulte du décalage croissant entre les progrès de destruction et la médiocre qualité des hommes et des idées politiques* » (20). Ainsi, face au désordre du monde, il semble nécessaire de repenser la vie politique en tant que telle. C'est donc à la relecture de Platon qu'invite T. Delpech, qui rappelle que *La République* se nomme aussi « *De la Justice* ».

**Thomas Meszaros (\*)**

(18) *Ibid.*, p. 52.

(19) *Ibid.*, p. 54.

(20) *Ibid.*, p. 60.

(\*) Allocataire-moniteur au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

**Gérard DUSSOUY, *Quelle géopolitique au XX<sup>e</sup> siècle*, Complexe, 2002**

Les éditions Complexes nous livrent un livre passionnant issu d'une thèse rédigée dans le cadre du Centre d'analyse politique comparée de l'Université Montesquieu de Bordeaux, sous la direction du Professeur Henri Martres. En un temps où la règle anglo-saxonne « publish or perish » conduit à la multiplication d'ouvrages qui satisfont plus la vanité de l'auteur qu'ils ne font progresser la connaissance, le travail de Gérard Dussouy mérite d'être salué : travail de fond nourri par un savoir encyclopédique, mûri par de hautes lectures, il appartient à un genre qui paraît presque désuet dans une université où l'emportent les mirages de l'épistémologie externe dénoncés par François Dagognet.

La géopolitique a connu une longue période de disgrâce, en partie méritée, en raison de sa compromission avec les politiques de puissance et d'expansion territoriale des Etats. La naissance de la géopolitique a été concomitante de la compétition farouche des grandes puissances à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'aventure impérialiste. Les liens de la géopolitique allemande de Ratzel à Haushofer, avec la notion d'« espace vital » centrale dans la politique allemande, sont bien connus. Plus près de nous, le *Grand Echiquier* de Zbigniew Brzezinski se présente ouvertement comme une arme intellectuelle au service de la défense des ambitions hégémoniques américaines. Plus surprenant, mais non moins significatif, est la réactivation récente de la notion d'espace vital par un membre du gouvernement israélien responsable des colonies.

Hier encore confinée dans les lieux où l'on ne pouvait se passer de l'usage des cartes – les écoles militaires principalement –, la géopolitique connaît un retour en grâce non dépourvu d'ambiguïtés. Elle est devenue un phénomène médiatique avec la multiplication des atlas stratégiques et des émissions de télévision dans lesquelles des cartes bien coloriées à l'aide de logiciels performants tiennent lieu de démonstration. Il est vraisemblable que l'effondrement de l'Union soviétique et la redistribution des cartes de la puissance à laquelle elle a donné lieu ont largement contribué à cette promotion. Il en est sans doute de même du retour de la guerre, de la première guerre du Golfe à la seconde, en passant par l'effondrement de la Yougoslavie dont les aspects ethniques et religieux se prêtaient à merveille au coloriage. On peut également penser que la crise de la discipline « relations internationales » résultant de l'effondrement du système international bipolaire a ouvert pour la géopolitique une fenêtre d'opportunité non négligeable.

L'intérêt du travail de Gérard Dussouy réside dans le fait que, loin des modes et des intérêts, il tente de redonner un statut épistémologique à l'approche géopolitique. Quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur les résultats auxquels il parvient, il convient de souligner l'importance de la démarche et le sérieux de l'entreprise conduite avec *brio*. Il est vrai qu'en matière d'espace, de territoires et de réseaux, les chantiers sont nombreux à une époque où la mondialisation, la révolution de la communication, mais aussi les bouleversements qui affectent tant le système international que ses unités, contraignent à une remise en question d'un grand nombre de paradigmes.

L'originalité de Gérard Dussouy est de travailler à la rencontre entre théorie de l'espace et théorie du système international en mobilisant deux notions : celle de morphologie géopolitique et celle de configuration géopolitique. Gérard Dussouy

désigne par « *morphologie* » le lieu où les espaces matérialisables de la vie internationale s'entrecroisent, se superposent, s'associent ou s'affrontent. Il réduit ces espaces à quatre : l'espace naturel ou physique, l'espace diplomatique-stratégique, l'espace démographique et l'espace économique. C'est au niveau de cette morphologie – qui fait une place essentielle à la stratégie des acteurs – que sont mis au jour les réserves de puissance, les corrélations de force et les grands équilibres. La « *configuration* » du système international, elle, a ceci de particulier qu'elle résulte de « *l'interaction du réel et de l'imaginaire* » par la prise en compte des idéologies. Cette approche, qui laisse place aux stratégies des acteurs et aux perceptions, permet d'éviter les déterminismes rigides qui accompagnent trop souvent les études géopolitiques et d'inventorier les trois configurations à ses yeux possibles et qui présentent l'avantage de faire le tour des problématiques géopolitiques actuelles : celle d'un monde qui s'homogénéise de plus en plus sous l'influence du marché et des valeurs occidentales ; celle de ses divisions innombrables et de ses conflits sous l'effet des tensions dominantes ; celle d'un possible équilibre mondial.

L'examen minutieux des différentes formes de la puissance dans l'espace ne conduit en tout cas pas l'auteur à sortir du paradigme étatique : « *en dépit de tout ce qui a été écrit sur le recul ou la prétendue fin de l'Etat, on peut admettre*, écrit Gérard Doussouy, *ce constat essentiel : l'Etat forme un complexe de capacités stratégiques et reste à ce jour l'unique siège de négociation, de coercition ou d'influence. Tous les autres centres de pouvoir, aussi persuasifs, extensifs ou pugnaces soient-ils – même l'efficace pouvoir économique, celui idéologique ou culturel – sont frappés d'une infirmité : l'unilatéralisme* ».

L'auteur est-il finalement parvenu à redonner un nouveau statut théorique à la géopolitique ? Dans une remarquable préface à l'ouvrage, Jean-Louis Martres le pense. Il estime que la réussite de Gérard Doussouy tient en particulier au fait que sa conception circulaire du système international – avant d'imposer ses règles de conduite aux acteurs, le système est lui-même une résultante déterminée par le poids des facteurs de puissance – permet d'incruster la lecture géopolitique de la théorie des relations internationales comme pivot incontournable de ses développements ultérieurs. Plus généralement, la force du travail de Gérard Doussouy est de mobiliser et de mettre en relation, en leur donnant leur pleine dimension spatiale, des résultats obtenus dans différents domaines. A une époque où les repères des différentes sciences sont devenus problématiques, où les anthropologues font de la sociologie, les politologues de la sociologie, les sociologues de la science politique et les économistes de la psychologie, les progrès de la connaissance relèvent bien souvent de l'interdisciplinarité. Gérard Doussouy excelle à établir des ponts entre disciplines. Dans quelle mesure ce « pontage » constitue-t-il les fondements d'une nouvelle géopolitique ? C'est moins évident. On pourrait faire à la belle œuvre de Gérard Doussouy le reproche qu'il est possible de faire à la géographie. Alors que les principales sciences sociales se sont affirmées en se spécialisant, la géographie a été ravalée au rang de science auxiliaire, en raison même de sa prétention exagérée à être une science englobant les autres sciences et susceptible de penser tous les aspects du

monde. L'activité de synthèse présente toujours le risque de sauter par-dessus les étapes d'une analyse (21) aux visées plus modestes.

*Jean Paul Joubert* (\*)

**Général Loup Francart, *Infosphère et intelligence stratégique. Les nouveaux défis*, Economica, Paris, 386 p.**

**Général Loup Francart et Isabelle Dufour, avec un chapitre de Serge Galam, *Stratégie et décision : « La crise du 11 septembre »*, Economica, Paris, 2002, 291 p.**

Le général Loup Francart (22) présente, pour l'année 2002, deux ouvrages : *Infosphère et intelligence stratégique. Les nouveaux défis* « , ainsi que *Stratégie et Décision* : » *La crise du 11 septembre* « , à travers lesquels il cherche à mettre en lumière, à l'aube d'un siècle nouveau, les transformations du contexte stratégique et les enjeux qui en émanent, auxquels les schémas de pensée établis ne semblent pas en mesure de répondre.

L'ouvrage *Infosphère et intelligence stratégique. Les nouveaux défis* (23) a été initié par la constatation suivante : à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle se déroule une révolution des outils d'information et de communication ; cette révolution, qui prend acte, depuis la guerre du Golfe (24), de la naissance de l'ère de l'information, touche aussi bien les relations internationales, que les relations commerciales ou culturelles et se caractérise par son interdisciplinarité et sa tendance à la globalisation. Les systèmes d'information et de communication ont ainsi été à l'origine d'une véritable synergie du flux de l'information, « *l'info-réticulation* » (25). Ce phénomène est devenu un enjeu militaire. Dans la « *guerre de l'information* », le renseignement, qui a toujours été un facteur essentiel de la réussite des actions militaires, constitue un élément central. Les NTIC contribuent donc à l'évolution de la notion de puissance internatio-

(21) Il est par exemple difficile de suivre l'auteur quand il voit une tendance générale au désarmement. Il est vrai qu'il était sans doute possible d'écrire cela dans les années qui suivent l'effondrement de l'URSS. L'impressionnante course aux armements en solitaire à laquelle se livre l'Amérique ne permet plus ce diagnostic.

(\*) Professeur de Science politique à l'Université Lyon III-Jean Moulin et directeur du Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID).

(22) Le général Loup Francart a été l'initiateur de la doctrine d'emploi des forces au sein des armées et a effectué, pour le ministère de la Défense, des études sur la maîtrise de la violence, l'emploi des forces à l'horizon de 2020, la gestion de l'environnement psychologique, le raisonnement des situations de crise. Il a déjà publié *Maîtriser la violence, une option stratégique* (Economica, 1999, réédité en 2002), *La Guerre du sens, pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques* (Economica, 2000) et, enfin, *Infosphère et intelligence stratégique. Les nouveaux défis* (Economica, 2002).

(23) Général Loup Francart, *Infosphère et intelligence stratégique, Les nouveaux défis*, Economica, Paris, juin 2002, 386 p. Cet ouvrage a bénéficié du concours d'un comité de lecture coordonné par le professeur Patrick Hetzel (Université Paris II), chef du service des études de défense de l'IHEDN..

(24) Cf. Alvin et Heidi TOFFLER, *Guerre et contre-guerre*, Fayard, Paris, 1994, 430 p. ; Alvin et Heidi TOFFLER, *La 3<sup>e</sup> vague*, Denoël (coll. Bibliothèque Médiations), Paris, 1984, 623 p. Ces deux références sont citées in Loup FRANCART, *Infosphère et intelligence stratégique*, Economica, Paris, 2002, p. 5.

(25) Définie comme la « *mise en synergie des informations par les systèmes d'information et de communication dans l'espace et le temps* » : cf. LOUP FRANCART, *op. cit.*, p. 369.

nale (26). Cette « guerre de l'information », qui recoupe l'évolution des conflictualités et tend vers les guerres de troisième vague (27), nécessite la prise en compte des multiples enjeux informationnels. Cette révolution de l'information aura eu une conséquence majeure : la nécessité de développer une « nouvelle vision stratégique globale ». La *Revolution in Military Affairs* (RMA) se situe dans cette perspective. Au niveau politico-sociétal, la gouvernance doit prendre en compte la question de la « maîtrise de l'infosphère », qui vise avant tout la capacité d'influence dans l'environnement. Dans le cadre des « atteintes » et des « vulnérabilités » présentes au niveau des organismes, les décideurs doivent placer comme priorité fondamentale la protection de leurs informations et la recherche de renseignements. « L'info-sécurité », qui se fonde sur une vision globale de l'infosphère, doit permettre d'identifier les risques en cours, afin d'envisager une réaction en rapport à une atteinte et en prévenir les conséquences. Il est nécessaire de parvenir à une véritable « infostratégie », celle-ci étant entendue comme une « stratégie d'utilisation et de développement de l'infosphère pour servir le projet de l'organisation concernée (projet de société, projet d'entreprise, etc.) ». L'ouvrage *Infosphère et intelligence stratégique. Les nouveaux défis* témoigne de l'effort à engager, en particulier pour l'Europe, afin de combler un déficit déjà important par rapport aux États-Unis en matière de maîtrise de l'information. L'ère de l'information est une réalité : l'infosphère en tant que phénomène global ne peut se passer d'une intelligence stratégique, d'une infostratégie, d'une infosécurité qui auraient les capacités de répondre à des atteintes tels que le cyberterrorisme ou la cyberguerre. Les événements du 11 septembre 2001 témoignent de l'aspect fondamental de l'information et de la communication en temps de crise. Cet ouvrage contribue ainsi à fournir des clefs, ainsi qu'une grille de lecture de notre société, au milieu du flot informationnel actuel, et tente de répondre à une question fondamentale de notre époque contemporaine : « quelle stratégie et quelle posture convient-il d'adopter face à cet environnement informationnel susceptible d'apporter du sens ou au contraire de déstabiliser ? » (28).

Les événements du 11 septembre 2001 marquent un tournant dans la réflexion stratégique contemporaine. La nature même de la menace, par son caractère transnational (29), par sa violence ainsi que par sa complexité et son imprévisibilité, nécessite une interrogation sur les moyens dont les gouvernements, et en particulier

(26) Cf. l'analyse développée par Joseph NYE, de l'école dite de « l'interdépendance complexe » sur le *Soft Power* et la redéfinition de la puissance, en l'occurrence américaine : *Foreign Policy*, automne 1990 ; « Redefining the national interest », *Foreign Affairs*, vol. 78, n° 4, juillet-août 1999 ; *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*, Basic Books, New York, 1990, 261 p. Cf. également Robert O. KEOHANE/Joseph S. NYE, *Transnational Relations and World Politics*, Harvard University Press, Cambridge, 1972, 428 p., en particulier sur l'aspect transnational du développement du monde des réseaux et l'avènement de la société informationnelle.

(27) Les formes de guerre de troisième vague peuvent être définies comme suit : la guerre réticulaire culturelle, la guerre politique, la guerre économique, la guerre par la force militaire. « Après la guerre du Golfe, les Américains Alvin et Heidi Toffler publiaient Guerre et contre-guerre et introduisaient l'idée que les conflits, à l'image de la société devenaient des affrontements d'une troisième vague, celle de l'information, succédant à la vague agricole et à la vague industrielle. En réalité, expliquaient-ils, le monde se divise non plus en deux civilisations, mais en trois civilisations opposées et rivales, ayant chacune leur façon de faire la guerre », in Loup FRANCAERT, *op. cit.*, p. 33.

(28) Général de corps aérien Jean-François LOUVION, directeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, de l'enseignement militaire supérieur et du centre des hautes études militaires, « Préface », in Loup FRANCAERT, *Infosphère et intelligence stratégique*, Economica, Paris, p. 30.

(29) Cf. l'analyse de James N. ROSNEAU, « Le touriste et le terroriste », *Etudes internationales*, vol. 10, n° 2, juin 1979, et la présentation qu'en fait Jean-Jacques ROCHE, *Théorie des relations internationales*, Montchrestien, Paris, 2001 (4<sup>e</sup> éd.), pp. 116-117.

ceux d'Europe, disposent pour répondre à des crises de cette ampleur. L'ouvrage *Stratégie et Décision « La crise du 11 septembre »* prend le contre-pied des critiques les plus fréquemment formulées à l'encontre des Etats-Unis et met en évidence l'effort dont a fait preuve l'Administration Bush pour lire la crise, s'adapter aux enjeux présents et répondre à cette attaque. La question liminaire de l'ouvrage part d'une hypothèse qui, bien que critiquable, reste malgré tout fondée : comment l'Europe aurait-elle réagi à une attaque terroriste d'envergure similaire à celle qu'ont rencontrée les Etats-Unis d'Amérique le 11 septembre 2001 ? L'ensemble de la lecture de la crise tend à mettre en exergue le dénuement dans lequel se serait trouvée l'Europe face à une telle situation. En effet, face à une telle catastrophe les cadres de pensée établis ne répondent plus aux exigences imposées par la situation. Les Etats-Unis ont su faire face à cette crise par le développement de leur capacité de mobilisation de la nation tout entière et par la mise en place d'une stratégie globale. La « leçon » que proposent Loup Francart et Isabelle Dufour (30) a donc pour objectif d'inciter à la réflexion sur les mécanismes de décision en cas de crise.

L'analyse formulée dans l'ouvrage a pour finalité de « *mettre en évidence l'ensemble des éléments à prendre en compte dans le cadre d'une crise de cette ampleur et la façon dont les Américains ont su gérer au mieux une crise complexe, présentant un très fort impact émotionnel, pouvant avoir des répercussions mondiales sur la paix et les relations internationales* » (31). Afin de parvenir à cette lecture de la crise du 11 septembre, les auteurs développent une méthodologie qui permet l'appréhension des différents éléments constituant les paramètres stratégiques possibles adaptés à la crise en cours. Ainsi, il ne s'agit pas de déterminer la meilleure stratégie envisageable, mais de comparer les différentes options stratégiques possibles.

La fin du rapport bipolaire issu de la Guerre froide ne constitue pas « *la fin de l'histoire* » (32) : de nouveaux types de conflits apparaissent dès 1990, laissant la « *pax democratica* » (33) à l'état d'idéalisme occidental. C'est autour de ces nouvelles menaces issues du contexte stratégique des années 1990 – par rapport à l'émergence de crises présentant des visages nouveaux, par rapport aux réponses envisagées par les Etats et par les organisations internationales dans leurs volontés d'y remédier – ainsi que par une méthodologie explicitant la notion de « crise » « *qu'il est alors possible de mieux appréhender la spécificité du processus crisogène né des attentats du 11 septembre* » (34).

L'approche pédagogique développée par les auteurs dans l'élaboration de leur méthodologie mène donc, aux vues des différentes caractéristiques dégagées, à définir la crise comme suit : « *en modifiant brutalement un système pré-établi, la crise constitue une rupture et agit comme un révélateur de nouvelles réalités. Elle fait apparaître les failles et les vulnérabilités et menace l'ordre antérieur en confrontant irrémédiablement les intérêts fondamentaux. Génératrice de risques pour la sécurité nationale,*

(30) Titulaire d'un 3<sup>e</sup> cycle « Stratégie et Défense » de l'Ecole des Hautes Etudes en Relations Internationales et diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

(31) Loup FRANCAERT/Isabelle DUFOUR, *Stratégie et Décision*, Economica, Paris, 2002, p. 6.

(32) Au sens où l'entendait Francis FUKUYAMA dans son article publié durant l'été 1989, *La Fin de l'Histoire, Commentaire*, automne 1989, n° 47, pp. 457-469, puis développé dans son ouvrage, *The End of History and The Last Man*, The Free Press, New York, 1992, 418 p.

(33) Cf. sur cette question Jean-Jacques ROCHE, *Théorie des relations internationales*, Montchrestien, Paris, 2001 (4<sup>e</sup> éd.), pp. 88-92.

(34) Loup FRANCAERT/Isabelle DUFOUR, *Stratégie et Décision*, Economica, Paris, 2002, p. 8.

*régionale ou internationale, elle rend la décision indispensable alors que le cadre de référence disparaît et laisse place à l'incertitude et au chaos. En créant sa propre dynamique, la crise plonge les acteurs dans l'urgence et constitue un moment de vérité du comportement des décideurs » (35).*

Cette définition constitue le fondement conceptuel de la démarche des auteurs qui, à partir de là, ont pu déterminer « l'élaboration d'une stratégie dans la résolution de crise », par rapport au déroulement de la crise du 11 septembre 2001. L'analyse chronologique de la journée du 11 septembre, puis l'approche des journées qui suivirent l'attaque terroriste mettent en évidence la volonté américaine de « faire face » à la crise par le recueil de l'information ainsi que par le développement de mesures de protection, de préservation et de préparation à la riposte. Tout en poursuivant la chronologie des événements, l'ouvrage éclaire la prise de décision quant au but et à l'objectif de la riposte, en prenant en compte les gains possibles et les enjeux présents. De même, la décision concernant l'option stratégique est analysée en tenant compte de la position de chaque acteur du système international. Il s'ensuit la présentation détaillée du plan de mise en place de l'opération « Liberté immuable ».

Le dernier chapitre de l'ouvrage, consacré à la détection de réseaux terroristes, écrit par Serge Galam (36), constitue une étude pluridisciplinaire, transversale, qui passe par la physique, en l'occurrence par la physique du désordre, en particulier la théorie de la « percolation » (37). Cette approche nouvelle semble être prometteuse dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international.

*Stratégie et Décision* n'est pas qu'un ouvrage portant sur le 11 septembre 2001. Il s'agit d'une étude qui a une vocation prospective, celle d'éclairer rétrospectivement les événements du 11 septembre 2001 en vue de mettre en place, pour l'avenir, en Europe, les moyens de prévenir, gérer et résoudre une crise d'une telle ampleur.

*Thomas Meszaros (\*)*

**Alain Joxe, *L'Empire du chaos – Les républiques face à la domination américaine dans l'après-Guerre froide*, La Découverte (coll. Cahiers Libres), Paris, 2002, 190 p.**

Le dernier ouvrage d'Alain Joxe constitue une intéressante mise en perspective des pensées stratégiques américaines dans la période de l'après-Guerre froide. S'appuyant sur une problématique vigoureusement étayée, il ne se limite pourtant en aucune façon à une simple « geste » du discours décisif : *L'Empire du chaos* permet au lecteur de comprendre la coordination des représentations mentales que se forment du monde les cercles décisionnels américains et de tracer les lignes forces d'un

(35) *Ibid.*, p. 14.

(36) Directeur de recherche au CNRS, sociophysicien et théoricien du désordre. Il travaille actuellement au laboratoire des Milieux Désordonnés et Hétérogènes de l'Université Paris VI. Il est l'auteur du chapitre intitulé « La détection des réseaux terroristes ».

(37) « On entend par percolation l'étude des propriétés de connexion d'objets distribués aléatoirement sur une surface » : *ibid.*, p. 258.

(\*) Allocataire-moniteur au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

nouveau surgissement. Alain Joxe (38) ne néglige pour cela ni l'analyse des objectifs économiques globaux, ni l'étude de l'évolution des outils militaires.

La thèse défendue s'articule autour du constat du transfert, achevé ou à venir, de la souveraineté politique étatique à des sphères externes – en cela, la souveraineté ne disparaît pas, mais se contente de quitter un partie de ses anciens réceptacles pour se recomposer – et de la montée en puissance corrélative de la puissance américaine engagée dans une logique impériale d'un type nouveau. Cette nouveauté résiderait dans l'absence de volonté exprimée de conquête du monde et de prise de responsabilité globale, l'empire américain n'entretenant que la volonté de « réguler le désordre par des normes financières et des expéditions militaires » (p. 10). Ce qui fait dire à Alain Joxe que cet « Empire défie et fomenté à la fois le désordre » et donc que le maintien de ce système de chaos impérial suscite la remise en guerre continuelle.

Le thème de la rémanence d'une configuration impériale dans la littérature stratégique actuelle n'a jusqu'à présent été l'objet d'aucune analyse critique d'ensemble (39). Cependant, se situant au sein de ce courant en passe d'acquérir une forte importance théorique, l'ouvrage d'Alain Joxe se démarque des analyses développées par Michael Hardt et Antonio Negri dans leur ouvrage intitulé *Empire*, paru en 2000 (40). En effet, alors que ces derniers concentraient principalement leur étude sur une « *recomposition biopolitique* » impériale technologique, culturelle et sociétale, Alain Joxe conçoit pour sa part dans son *Empire du chaos*, « l'aller-retour » constant entre options stratégiques et globalisme économique : il aménage ainsi avec lucidité le lien entre militarisation et « économie monde », en ancrant son étude dans le socle indépassable de la puissance américaine. La seconde différence nodale entre les deux approches réside, à l'évidence, dans leur façon d'envisager le dépassement de la structuration impériale : alors que Negri et Hardt s'appuient sur le concept de « *multitude* », Alain Joxe tient pour sa part à situer le « *contre-empire* » dans le modèle de « *républiques sociales* » que furent à même de proposer historiquement les *politiques* européennes.

*L'Empire du chaos* que décrit A. Joxe s'est adapté à la déterritorialisation des activités économiques et spéculatives en adoptant un « *modèle fractal* » de domination (p. 18), tant et si bien qu'il ne peut plus être uniquement perçu en tant qu'opposition géographique entre un centre et une périphérie. Cette diffusion des enjeux et des conflictualités permet à la thèse soutenue de sortir de l'ornière théorique propre au courant du « *nouvel impérialisme* », constituée par la nécessité de réapparition d'un *limes* opposant des zones situées dans et hors de l'Empire.

(38) Alain Joxe est directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS<sup>o</sup> et président du Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques (CIRPES). Il est déjà auteur de trois essais de stratégie critique : *Le Cycle de la dissuasion (1945-1990)*, La Découverte/Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1990 ; *Voyage aux sources de la guerre*, Presses Universitaires de France, Paris ; *L'Amérique mercenaire*, Presses Universitaires de France, Paris, 1991.

(39) Malgré le bouillonnement intellectuel que ces analyses suscitent et le développement contemporain d'une pensée stratégique directement fondée sur la réactivation des anciens paradigmes impériaux (que sont la soif irrépressible de conquête et de contrôle des espaces territoriaux, la centralisation articulée autour d'un hiérarque-pivot et enfin le dessein universel et la fusion concomitante des peuples soumis à la collectivité impériale) chez des auteurs américains ou britanniques tels que Max Boot, Charles Krauthammer ou Richard Cooper. Cf. Max BOOT, *The savage war of peace : Savage Wars and the Rise of American Power*, Basic Books, New York, 2002, 448 p. ; Max BOOT, « *The future of war and the American military* », *Harvard Review*, vol. 104, n° 5, mai-juin 2002, ; Richard COOPER, « *The New Liberal imperialism* », *The London Observer*, 7 avril 2002.

(40) Michael HARDT/Antonio NEGRI, *Empire*, Editions Exil, Paris, 2000, 559 p.

En ce qui concerne l'acteur stratégique américain, Alain Joxe établit une continuité entre la globalisation démocratique intrusive de la présidence Clinton et la militarisation de l'empire constitutive de celle de George Walker Bush. Le cœur des années 1990 s'apparenterait en effet à une période au cours de laquelle, dans le champ de la pensée stratégique américaine, disparaît graduellement « *tout ennemi désigné* » et où s'estompe « *l'importance des frontières dans l'espace lissé de la globalité économique* » (p. 133). Mais ces années voient également poindre la nécessité de gérer l'unipolarité dans un « *système permanent de contrôle et de prévention* » (p. 134). Selon le directeur d'études à l'EHESS, l'OTAN (dont on ne conserve que l'enveloppe) devient dès lors une « *société de service dotée d'un état-major pouvant servir de matrice à toute coalition ad hoc sous leadership américain* » (p. 143), utile dès lors qu'il convient d'expérimenter de nouveaux types d'interventions militaires. « *La stratégie clintonienne est cohérente par rapport aux nouveaux buts qui se mettent en place : il ne s'agit plus de former des alliances interétatiques stables, contrôlant des territoires délimités et protégeant des populations et des démocraties de libre marché avec des armements précis et adéquats ; mais de contrôler des systèmes de pouvoir en mouvement, très différents de ceux des États-nations territoriaux* » (p. 161). La nouveauté des schémas stratégiques imposés par la présidence actuelle résiderait dans la volonté d'exploitation complète de l'ensemble des dispositifs répressifs.

A. Joxe augmente son analyse d'une remise en perspective de la lutte antiterroriste entreprise actuellement à l'échelle du monde par l'administration présidentielle américaine, en considérant que « *le terrorisme n'est pas un adversaire mais seulement une forme de violence politique. Et donc sa suppression n'est pas un but de victoire clauswitzien pouvant se terminer par une victoire et une paix. D'autant plus que les actions contre-terroristes sont toujours liées à un terrorisme d'État ou d'Empire et à des violations des droits de l'homme.* » (p. 13). Dès lors, le « *cycle de la violence* » ne peut qu'être alimenté par ces actions de police délibérément indistinctes.

L'ouvrage s'apparente en définitive à un essai dont il convient d'étirer résolument les fertiles implications théoriques à d'autres champs disciplinaires spécifiques. Ainsi, il est probable que la matière juridique, par exemple, puisse renseigner, contraster, mais aussi apprendre de la thèse développée par le président du CIRPES. C'est le cas notamment pour ce qui a trait à l'érosion relative de la normativité internationale, mais aussi aux soubresauts que subissent la théorie des sources du droit international et, en leur sein, l'étude des remous entourant la place de la norme coutumière. Ces ensembles sont susceptibles d'être valablement confrontés aux schémas du chaos structuré que perçoit et présente Alain Joxe.

*Guillaume Durin* (\*)

**Arno J. Mayer, *Les Furies : Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Arthème Fayard, 2002, 680 p.**

Professeur d'Histoire à l'Université de Princeton, Arno J. Mayer peut être considéré, au même titre que Gabriel Gorodetsky ou que Jonathan Haslam, comme un

(\*) Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) en Droit public au Centre Lyonnais d'Études de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

héritier direct de la conception méthodologique interactive adoptée par le savant britannique Edward Hallet Carr, lequel considérait que « *ce qui intéresse l'histoire, c'est la relation entre le particulier et le général* », ajoutant que « *l'historien ne peut pas plus les disjoindre ou donner à l'un le pas sur l'autre qu'il ne peut séparer le fait de son interprétation* » (41). C'est ainsi que dans le cadre de son doctorat d'histoire, qui lui valut une certaine renommée, Arno J. Mayer fut amené à constater qu'une situation révolutionnaire pouvait conditionner et déterminer des comportements et des prises de décision au niveau international et par conséquent influencer sur la stabilité et l'instabilité du système (42).

Son ouvrage *Les Furies* adopte cette même approche analytique consistant à soutenir qu'au cours de phases révolutionnaires il s'instaure une liaison dialectique irrésistible entre la particularité révolutionnaire interne et l'universalité systémique externe. Adoptant la posture hypothétique exposée par Jonathan Haslam (43), qui cherche à mettre en évidence l'influence que peut exercer une conjoncture internationale, elle-même déterminée, sur le processus intellectuel rationnel et cognitif présidant à la décision d'un acteur révolutionnaire, Arno J. Mayer s'attache à suggérer que, pour une large part, la violence et la terreur révolutionnaires des « *Furies* » de 1789 et de 1917, embrasées par la vengeance et sanctionnées par la religion, ont été aussi bien dictées par des impératifs internes qu'externes, les premiers ayant trait à l'effondrement de la souveraineté et du système judiciaire en temps de guerre civile et les seconds étant inhérents aux menaces successives d'intervention étrangère destinée à rétablir l'« ancien régime ».

L'auteur estime en effet que « la guerre extérieure... est l'un des principaux agents de radicalisation de la révolution : la guerre a de toute évidence révolutionné la Révolution française en 1792-1794, tout comme la guerre et l'imminence de la guerre l'ont fait pour la Révolution russe en 1917-1921 et dans les années 1930 » (44). Quant à la guerre civile, « autre forme traditionnelle de violence collective, [elle]... attise les Furies révolutionnaires, d'autant plus lorsqu'elle s'associe étroitement à une guerre extérieure quasi religieuse » (45).

Ce faisant, et en dépit du caractère quelque peu décousu de cet ouvrage, qui peut paraître grossièrement fractionné en cinq parties relativement peu homogènes et cohérentes, l'apport de Arno J. Mayer est considérable dans la mesure où il incite à repenser la complexité du féroce XX<sup>e</sup> siècle à la lumière de la variable révolutionnaire génératrice d'un critère passionnel susceptible d'avoir dialectiquement altéré la rationalité objective des dirigeants des démocraties occidentales et celle des dirigeants soviétiques dans leurs prises de décision respectives au cours de l'entre-deux-

(41) Edward Hallet CARR, *Qu'est-ce que l'histoire? : Conférences prononcées dans le cadre des George Macaulay Trevelyan Lectures à l'université de Cambridge, janvier-mars 1961*, La Découverte, 1988, p. 120.

(42) Arno J. MAYER, *Politics and diplomacy of peacemaking : containment and counterrevolution at Versailles (1918-1919)*, Knopf, New York, 1967, 918 p.

(43) Jonathan Haslam a par exemple émis l'hypothèse selon laquelle la Grande Terreur de 1936-1938, amorcée en URSS par Staline, a pu être la conséquence plus ou moins directe d'un climat international assez perturbé dans la mesure où les événements de Paris du mois de juin 1936, consacrant la progression du mouvement trotskyste, ont fait resurgir le spectre « *effroyable* » de la révolution mondiale tant redoutée par Staline. Cf. Jonathan HASLAM, « *Political opposition to Stalin and the origins of Terror in Russia, 1932-1936* », *The Historical Journal*, n° 29, mars 1986, pp. 395-418; Jonathan HASLAM, « *Stalin and the German invasion of Russia 1941 : a failure of reasons of state?* », *International affairs*, vol. 76, n° 1, janvier 2000, pp. 133-139.

(44) Arno J. MAYER, *Les Furies*, *op. cit.*, p. 16.

(45) *Ibid.*, p. 16.

guerres. De fait, son analyse s'avère fondamentale pour qui veut bien considérer que seule une meilleure « *compréhension du passé affine notre conception du futur* » (46).

*Axel Arslane Klioua* (\*)

**Olivier ROY, *L'Islam mondialisé*, Seuil, Paris, 2002**

« *L'Islam est définitivement passé à l'Ouest.* » Telle est l'assertion centrale avancée par Olivier Roy dans son ouvrage *L'Islam mondialisé*. Prenant le contre-pied des analyses qui figent les identités religieuses dans une perspective à la fois monolithique et conflictuelle, l'auteur entend démontrer l'occidentalisation de l'Islam : un processus problématique qui a pour principale conséquence d'insérer la religion musulmane au cœur de la mondialisation. Le raisonnement adopté s'appuie sur une méthodologie à dominante sociologique et politologique : O. Roy n'entreprend pas une exégèse coranique ni une approche théologique afin de rendre intelligible les tendances radicales en Islam ; il s'intéresse plutôt aux pratiques sociales et politiques qui expliquent dans une large mesure une instrumentalisation des textes fondateurs susceptibles de conduire à une violence exacerbée. Sur la base de ses travaux les plus récents (notamment sa thèse d'habilitation à diriger des recherches, dirigée par Rémy Leveau et soutenue en 2001), largement financés par l'Institute for Transregional Studies de l'Université de Princeton, la méthodologie choisie révèle une idée fondamentale : la situation contemporaine se caractérise par la fin de l'islamisme et l'essor du néo-fondamentalisme.

Fondé sur une déterritorialisation de l'Islam, celui-ci hérite du salafisme, c'est-à-dire d'une certaine conception de l'Islam considérant le retour aux pieux ancêtres comme une nécessité purificatrice face à la colonisation occidentale. S'apparentant à une mouvance très plurielle, ce néo-fondamentalisme est au cœur de la mondialisation : il s'en nourrit et la reflète. Pourquoi ? Le néo-fondamentalisme repose sur une acculturation, puisqu'il refuse tout héritage culturel, y compris d'ordre musulman : il fait table rase des islams locaux et des identités traditionnelles pour asseoir une croyance qui renvoie à un code de comportement étroit sur le licite et l'illicite, indifférent au passé culturel très riche de l'Islam. Le néo-fondamentalisme n'entend pas institutionnaliser une « Oumma » réelle sur la base d'une mobilisation populaire : il exprime l'appartenance à une « Oumma » imaginaire, dont Internet est finalement l'incarnation potentielle (on lira avec profit et intérêt le chapitre 7 relatif à cette « Oumma virtuelle »). Enfin, le néo-fondamentalisme puise ses « *enfants* » non pas dans le terreau d'islamistes radicaux reconvertis, mais sur la base de trajectoires singulières d'individus ayant rompu le lien familial (47) et qui véhiculent une version très « *new look* » de la croyance musulmane. Celle-ci fait l'objet d'une fabrique individuelle, ce qu'O. Roy qualifie d'individualisation de la religiosité, dont l'élément central correspond à une articulation entre refus de toute autorité dans l'Islam et défense d'un égalitarisme. Ces trois raisons essentielles (déterritorialisation du recrutement et de la mobilisation, partage d'une « Oumma virtuelle » et individualisation

(46) Edward Hallett CARR, *Qu'est-ce que l'histoire?*, op. cit., p. 41.

(\*) Allocataire au Centre Lyonnais d'Études de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

(47) Le plus souvent, ces individus sont issus des banlieues occidentales. Contrairement à celles des kamikazes palestiniens qui généralement « comprennent » le geste terroriste, les familles des terroristes néo-fondamentalistes s'interrogent et ne saisissent pas le sens d'un tel acte.

de la religiosité) renvoient aux particularités de la mondialisation contemporaine et expliquent largement le fait que l'Islam soit passé à l'Ouest.

Bien que s'inscrivant dans une tradition de pensée ainsi qu'un constat déjà formulé depuis quelques années, l'ouvrage d'O. Roy a l'indéniable mérite de donner une lecture hétérodoxe de l'Islam contemporain et, dans cette perspective, de corriger un certain nombre de perceptions occidentales étriquées et partielles qui ont pour principale conséquence de figer le phénomène islamiste, c'est-à-dire de le saisir exclusivement à l'aune d'une lecture théologique ou doctrinale. Des orientalistes de renom cèdent assez régulièrement aux sirènes de l'unilatéralisme causal et de la surdétermination du dogme religieux (48), ainsi que l'illustre d'ailleurs *Le Choc des civilisations* de Samuel Huntington. Le travail d'O. Roy, articulé autour d'autres références tout aussi fécondes (49), permet une interprétation plus réaliste. Toutefois, quelques réserves peuvent être mentionnées : l'ouvrage ne dispose pas d'une bibliographie récapitulative qui constituerait un outil de recherche précieux pour les spécialistes ; qui plus est, Olivier Roy ne fait pas référence à des sources théoriques plus larges qui éclaireraient les rapports entre religion et relations internationales ; il ne cite pas les approches anglo-saxonnes sur les valeurs dans le système international, ni des analyses arabophones relatives à la culture dans l'espace international comme celles de Yadh Ben Achour. On déplorera cette absence d'inscription dans le champ théorique des relations internationales. Toutes ces carences font de l'ouvrage un pur produit de la dynamique tradition française en matière d'aires culturelles.

Malgré ces quelques critiques, force est de constater que *L'Islam mondialisé* offre une lecture à la fois stimulante et subtile du néo-fondamentalisme contemporain. Ce n'est pas là son moindre mérite.

*Frédéric Ramel* (\*)

**Emmanuel TODD, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, Paris, 2002, 237 p.**

Renouvelant l'approche de ses ouvrages antérieurs, Emmanuel Todd s'interroge sur la réalité de « *l'empire américain* » et sur la pertinence de l'expression, désormais au centre des études sur les relations internationales. Le livre s'articule autour d'un axe double, celui de l'évolution socio-économique intérieure et de l'évolution politico-militaire extérieure des États-Unis, et de concepts structurants de la théorie des relations internationales (puissance, démocratie, empire, commerce).

« *Les États-Unis sont en train de devenir pour le monde un problème.* » C'est ainsi qu'Emmanuel Todd ouvre sa réflexion critique sur l'Amérique aujourd'hui. Son ambition est d'élaborer un modèle explicatif du comportement international erratique des États-Unis. Il observe chez les principaux auteurs américains la même vision d'une Amérique qui, loin d'être invincible, « *doit gérer l'inexorable réduction de sa puissance relative dans un monde de plus en plus peuplé et développé* » (p. 16). Suivant

(48) Cf. à titre d'exemple, B. LEWIS, « The Roots of Muslim Rage », *Atlantic Monthly*, septembre 1990, p. 2.

(49) Cf. notamment B. ETIENNE, *Les amants de l'apocalypse. Pour comprendre le 11 septembre*, Ed. de l'aube, Paris, 2002.

(\*) Maître de conférences en Science politique au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

la thèse du « *déclin hégémonique* », Emmanuel Todd pense que la solution à l'énigme de la politique étrangère américaine est à rechercher du côté de la faiblesse et non de la force : cette faiblesse s'inscrit aussi bien dans l'ordre économique (en la matière, l'auteur part d'une analyse keynésienne) que dans l'ordre militaire (l'auteur part ici d'une analyse kantienne).

Si les démocraties ne se font pas la guerre et si la démocratie gagne tous les Etats, alors la guerre disparaîtra et les Etats-Unis, en tant que puissance militaire, deviendront inutiles au monde : sera supprimée leur fonction d'« *Etat gendarme de la planète* ». E. Todd dénonce le fantasme de la montée de la violence. Selon lui, « *on peut mesurer, grâce à un immense matériel statistique, la formidable progression culturelle du monde actuel, qui s'exprime par deux paramètres fondamentaux : la généralisation de l'alphabétisation de masse et la diffusion du contrôle des naissances* » (p. 37); en d'autres termes, le monde actuel est en voie d'alphabétisation et en train d'achever sa transition démographique. Or, précisément, « *alphabétisation et baisse de la fécondité, deux phénomènes universels, rendent possible l'universalisation de la démocratie* » (p. 47). Cependant, l'auteur souligne que la généralisation de la démocratie libérale n'est pas la fin de l'histoire : « *si la démocratie n'est que la superstructure politique d'une étape culturelle, l'instruction primaire, la continuation de la poussée éducative... ne peut que la déstabiliser là où elle était apparue en premier* » (p. 27). Preuve en est l'évolution oligarchique des démocraties occidentales. Tel est le paradoxe : la démocratie progresse là où elle était faible (Amérique du Sud, Europe orientale, Asie) et régresse là où elle était forte (Amérique du Nord, Europe occidentale). Cette évolution annule la loi de Doyle (50) sur les conséquences apaisantes de la démocratie libérale : « *la crise des démocraties avancées... ne nous permet plus de considérer les Etats-Unis comme pacifiques par nature* » (p. 26); « *admettant que la démocratie libérale mène à la paix, nous admettons aussi que son dépérissement peut ramener la guerre* » (p. 31).

Jusqu'aux années 1960, les Etats-Unis disposaient de l'économie la plus puissante et la plus autosuffisante de la planète, largement excédentaire sur le plan commercial. Depuis les années 1970, le déficit commercial américain est devenu l'élément structurel de l'économie mondiale. Il a fait de l'Amérique libérale « *l'Etat keynésien de la planète* ». « *La théorie économique orthodoxe ne peut expliquer... la transformation des Etats-Unis en espace spécialisé dans la consommation... Une représentation impériale... permet en revanche de saisir le processus en tant qu'effet économique d'une organisation politique et militaire* » (p. 84). Les Etats-Unis ont donné la priorité à l'intégration économique de leur sphère de domination politique et militaire; ils ont dans ce but ouvert leur marché aux produits étrangers, sacrifiant de larges pans de leur industrie. La diffusion des principes économiques libéraux dans la sphère politique et militairement dirigée par Washington a fini par transformer le monde : c'est ce qu'on appelle la mondialisation. Toutefois, celle-ci s'est accompagnée de l'inversion des rapports économiques : l'Amérique n'est plus le premier exportateur et créancier, mais le premier importateur et débiteur! Cette inversion est le second facteur lourd qui, combiné au premier, la multiplication des démocraties, permet d'expliquer le comportement international des Etats-Unis comme superpuissance militairement inutile et économiquement dépendante. L'importation de biens exige en effet

(50) Michael DOYLE, « Kant, liberal legacies and foreign policy », *Philosophy and Public Affairs*, n° 1 et 2, décembre 1983, pp. 205-235 et 323-353.

l'importation de capitaux : pour équilibrer ses comptes, l'Amérique a besoin d'un flux de devises équivalent. En tant que *leader* monétaire et militaire, les Etats-Unis offraient des conditions de sécurité maximales, le statut international du dollar s'expliquant lui-même par des raisons politico-militaires, non par des raisons économico-financières. Cependant, deux pays, jusque-là proches alliés des Etats-Unis, peuvent faire basculer les choses : l'Arabie Saoudite et la Grande-Bretagne. Que le commerce du pétrole ne s'effectue plus en dollar ou que la City entre dans la zone euro, et l'équilibre financier du monde s'en trouverait bouleversé.

E. Todd trouve le modèle explicatif du comportement international des Etats-Unis dans leur choix d'une option impériale impossible à réaliser du fait de leur déclin relatif. L'auteur compare l'Amérique à Athènes et à Rome : « *la comparaison avec deux empires antiques, Athènes et Rome, s'impose à qui veut étayer par l'histoire une réflexion sur le système américain* » (p. 75). Il constate ainsi « *l'origine politique et militaire de la sphère de domination économique* » (p. 78). A l'époque de la Guerre froide, l'hégémonie américaine était presque impériale : elle associait domination militaire, consentement politique et interdépendance économique, car l'empire n'est pas l'exercice unilatéral de la puissance, mais la participation multilatérale à l'exercice de la puissance par l'hégémon. La force principale de l'Amérique des années 1945-1990 était sa légitimité : tout empire repose sur la reconnaissance par les dominés de la légitimité du dominant.

Pourra-t-on parler à l'avenir d'« *empire américain* » ? Les formations impériales ont toujours présenté deux caractéristiques : domination militaire, qui permet l'extraction d'un tribut ; universalisme, qui permet l'homogénéisation culturelle. Or, le pouvoir militaire et économique des Etats-Unis est insuffisant et leur universalisme déclinant : économiquement, le déclin est lisible dans le déficit commercial structurel ; militairement, le concept de « *guerre sans mort* » montre à la fois l'incapacité de Washington à prélever sur la population « *l'impôt du sang* » (p. 100) et la préférence pour les conflits armés asymétriques dans lequel l'adversaire est dépourvu de défense anti-aérienne. L'hégémonie par les armes exige deux conditions : maintenir les protectorats européen et japonais ; briser la puissance russe et annuler l'équilibre nucléaire américano-russe, laissant les Etats-Unis seuls capables de frapper unilatéralement et sans risque de représailles n'importe quel pays du monde. D'après Emmanuel Todd, ces deux objectifs ne seront pas atteints. Par ailleurs, le pouvoir de l'Amérique sur le monde « *ne peut se passer de l'accord des classes dirigeantes... de la périphérie* » : le principe même de toute dynamique impériale est de faire adhérer les dominés à la domination (p. 119). « *L'une des forces essentielles des empires... est l'universalisme, la capacité à traiter de façon égalitaire hommes et peuples. Une telle attitude permet l'extension continue du système de pouvoir, par l'intégration au noyau central des peuples et des individus conquis, [ce qui] autorise les dominés à se redéfinir comme dominants* » (p. 121). Entre l'universalisme français ou russe et le différentialisme allemand ou japonais, les Anglo-Américains occupent une position intermédiaire : d'un côté, l'Amérique est une société née de la fusion d'immigrés fournis par tous les peuples de l'Europe ; d'un autre côté, il y a toujours eu dans l'histoire américaine un autre inassimilable, condamné à la destruction ou à la ségrégation (l'Indien, le Noir, l'Hispanique). A cet égard, le « *multiculturalisme* » de la société américaine permet de suivre « *en interne* » l'affaiblissement de « *l'universalisme* » américain, de

saisir, à travers l'étude des relations matrimoniales interraciales, l'échec de l'intégration des Noirs et l'émergence d'un troisième groupe séparé, les Hispaniques.

Le principal rival des Etats-Unis reste la Russie, seul pays dont l'arsenal nucléaire fasse obstacle à leur prépondérance militaire absolue. « *L'effondrement russe fait des Etats-Unis l'unique superpuissance* » (p. 150). L'option impériale a-t-elle pour autant été suivie par Washington ? Non. « *Pour démontrer cette absence de continuité dans l'effort, le plus simple est d'analyser... le plus franc des projets impériaux – le modèle Brzezinski (51) – et d'examiner ensuite dans quelle mesure les dirigeants américains s'y sont tenus, ou non* » (pp. 151-152). L'Amérique est passée « *du grand échiquier diplomatique... au petit jeu militaire* » (pp. 152 et 155) : au lieu de briser la puissance russe, elle entretient un militarisme théâtral, fixé sur des Etats de second ordre (Iran, Iraq, Corée du Nord, Cuba), dont l'ultime avatar est « *la guerre contre le terrorisme* ». Or, la Russie, ancienne puissance universaliste (52) et nouvelle puissance démocratique, est en train de sortir du marasme et de l'isolement, comme le prouvent, d'une part, la capacité de l'Etat à prélever l'impôt, d'autre part, la recherche d'un rééquilibrage russe de la puissance américaine par les Européens, Chinois et Japonais, tous intéressés par les ressources minérales et énergétiques de la Russie.

Ainsi que le souligne E. Todd, c'est de l'acceptation par les Européens et les Japonais du protectorat américain que dépend la préservation ou la disparition de « *l'empire américain* ». « *Les deux possessions fondamentales des Etats-Unis, leur prise réelle sur l'Ancien Monde... sont les deux protectorats européen et extrême-oriental, sans lesquels il n'existerait pas de puissance américaine mondiale* » (p. 101). Par conséquent, « *si l'Europe et le Japon organisent chacun de leur côté leurs zones d'influence, ils rendront inutile l'existence d'un centre américain du monde* » (p. 17). Précisément, « *l'Amérique n'a pas les moyens économiques, militaires ou idéologiques d'empêcher ses alliés européens et japonais de reprendre leur liberté s'ils le désirent* » (p. 193). Cependant, les Européens veulent-ils l'indépendance, eux dont l'association a reposé sur le refus de la puissance ? En fait, ils ont le choix entre l'intégration impériale et l'émancipation. Leurs dirigeants « *n'ont pas (encore) choisi entre les deux options* » (p. 199). Toutefois, la politique étrangère de l'Amérique est de plus en plus structurée par deux conflits avec deux adversaires qui sont les voisins immédiats de l'Europe : la Russie et le monde musulman. Il faudra donc choisir : neutralité ou alliance, et avec qui ?

*David Cumin* (\*)

**Nicole VILBOUX, *Les Stratégies de puissance américaine*, FRS-Ellipses (coll. Perspectives stratégiques), Paris, 2002, 224 p.**

Les multiples aspects de la puissance militaire américaine suscitent, à plus forte raison depuis les attentats du 11 septembre 2001, un nombre impressionnant d'articles et d'ouvrages. *Les Stratégies de puissance américaine* de Nicole Vilboux, issu d'une thèse de doctorat en Science politique, s'inscrit dans une réflexion de fond sur l'articulation entre la politique extérieure globale des Etats-Unis et les moyens mili-

(51) Zbigniew BRZEZINSKI, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris, 1997.

(52) L'empire tsariste aussi bien que l'empire soviétique traitaient également les différents peuples qu'ils englobaient.

(\*) Maître de conférences en Droit public au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

taires en constante évolution auxquels celle-ci peut recourir. N. Vilboux, spécialiste de la politique de défense américaine, se livre, en cinq parties, à une étude poussée de l'usage de la force armée dans la posture internationale des Etats-Unis.

L'auteur expose dans un premier temps le lien entre les paramètres de l'après-Guerre froide (« fluidité » plus grande de l'environnement stratégique, accroissement des responsabilités internationales des Etats-Unis) et la nécessité pour la seule superpuissance de redéfinir sa posture. Les différentes formulations que connut celle-ci depuis 1989 se sont accordées sur une double nécessité : le maintien d'un fort engagement international et d'une suprématie militaire doit permettre de modeler l'environnement international et de composer au mieux avec ses imprévus, en assurant la sécurité nationale de l'hégémon. La deuxième partie de l'ouvrage rappelle l'influence des pesanteurs internes (culturelles, institutionnelles) sur les décisions d'emploi de la force armée et rend notamment compte, de manière claire et nuancée, de la complexité de la question de « l'intolérance aux pertes ». Ces contraintes internes participent de la difficulté de formuler une « politique d'emploi de la force », thème abordé dans la troisième partie, où il apparaît que l'impossibilité de définir une ligne de conduite consensuelle mena les décideurs à opter pour un pragmatisme prenant pour principal critère d'action le coût rapporté à l'enjeu.

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage portent sur les évolutions que connaît l'imposant instrument militaire américain. N. Vilboux dresse un portrait des reformulations doctrinales par lesquelles les différents « services » (*Army, Navy, Air Force* et le corps des *Marines*) s'ajustent à l'évolution des menaces et des missions (notamment en zone urbaine) et intègrent dans leurs dispositifs conceptuels et organisationnels respectifs les innovations technologiques en cours (RMA). La compétition interservices trouve ses origines dans les pesanteurs politiques, les restrictions budgétaires, l'évolution technique et les nouvelles formes de conflictualité qui imposent à chaque composante de l'armée américaine de procéder à des adaptations afin de témoigner de son utilité relative pour le pouvoir politique américain. Le critère d'utilité d'une force armée étant l'acceptabilité des coûts de son emploi, seront privilégiés les « services » préservant la liberté d'action politique tout en offrant la possibilité d'actions décisives.

*Les Stratégies de puissance américaine* offre donc, par l'examen successif des conditions, principes, et formes de l'emploi de la force armée par les Etats-Unis, une présentation riche et nuancée de l'un des moyens de la puissance hégémonique. L'unique reproche que l'on pourrait adresser à cet ouvrage – la prise en compte moins approfondie des évolutions induites par la guerre du Kosovo – ne saurait remettre en question le sérieux d'une étude dont la lecture s'avère nécessaire à quiconque désire comprendre les « voies-et-moyens » de la puissance américaine.

*Corentin Brustlein* (\*)

(\*) Allocataire DGA/CNRS au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin.

Charles ZORGBIBE, *Histoire de l'OTAN, Complexe, 2002, 253 p.*

L'*Histoire de l'OTAN* de Charles Zorgbibe est un ouvrage de référence fondateur dans sa démarche d'analyse de la genèse et de la métamorphose d'une alliance au destin paradoxal. Il se distingue par la place qu'il accorde aux témoignages des artisans de la construction de l'Alliance et par l'analyse du rôle de l'Alliance après la Guerre froide.

Dans une première partie, dans laquelle il restitue les conditions de genèse de l'OTAN, l'auteur pose d'emblée l'hypothèse de la singularité de l'OTAN. Affirmant le caractère insatisfaisant de la classification des alliances distinguant « alliances offensives/alliances défensives », « alliance contiguë/alliance de revers » et « alliances collectives/alliances bilatérales », il se penche sur l'approche proposée par Pierre Hassner, une approche qui distingue trois ensembles : le « bloc », lequel, irréversible, a des compétences larges, qui dépassent le cadre d'une défense commune en intégrant la scène interne des Etats qui le forment ; l'« alliance », plus égalitaire, librement consentie et tendue vers l'achèvement d'une défense commune ; la « communauté », laquelle « *accroît la part de solidarité par rapport à celle de l'indépendance de ces membres* » (p. 55). A partir de ces deux typologies, C. Zorgbibe propose une lecture dynamique de l'histoire de l'Alliance atlantique : pendant les tempêtes et les accalmies de la Guerre froide, cette dernière aurait été une alliance soumise à la tentation de se transformer en communauté ; se poserait aujourd'hui pour elle une question d'identité. Une fois cela posé, sont analysés l'intégration puis le « *semi-retrait* » français, ainsi que l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest. La lecture proposée par Charles Zorgbibe présente la France comme différente des autres membres de l'Alliance du fait de sa double sensibilité : sensibilité à la question du réarmement allemand et sensibilité à l'agressivité de l'URSS, axe central de l'action de l'Alliance. Par suite, les tentatives de réactivation du Traité de Bruxelles et la volonté de proposer une solution « européenne » s'expliqueraient par cette spécificité française et par les rapports entre l'Alliance et l'Allemagne de l'Ouest.

La deuxième partie de l'ouvrage de C. Zorgbibe porte sur l'Alliance durant la Guerre froide, de la mise en place des rouages de l'institution aux raisons et conséquences du semi-retrait français, en passant par la question nucléaire. Concernant ce dernier point, trois stances sont passées en revue : la doctrine Eisenhower, l'Administration Kennedy et les analyses de Kissinger. De cette analyse l'auteur conclut que, sous l'ère nucléaire, une alliance est différente de ce qu'elle était à l'époque classique. Il se range ainsi aux thèses du général Beaufre (contre celles du général Gallois), selon lequel les menaces qui pèsent sur un allié pouvant avoir des incidences sur les intérêts vitaux des autres membres, la coordination impose une plus grande solidarité. Une solidarité qui n'est pas exempte de risques : à travers la « *tentation d'une sainte alliance* » et le dépassement du stricte objectif de l'Alliance pour subsumer l'ensemble de la vie politique des Etats alliés, l'auteur explore ce qu'il appelle « *la pathologie des alliances* » (p. 114) et pose alors la question des ingérences dans les espaces politiques de certains pays membres par des structures secrètes (comme le réseau « Gladio » en Italie) : s'agit-il de la simple préparation d'une future résistance secrète contre un éventuel occupant ou s'agit-il simplement de réseaux subversifs ? Soin est laissé aux historiens de l'avenir de trancher (p. 124). Cette partie se termine sur l'analyse d'un moment particulier, « *l'apogée du système des deux alliances* », que C. Zorgbibe situe assez tôt, dès les premières tentatives de dialogue sur l'avenir de

l'Europe entre les deux alliances (p. 144) : ce système de double alliance permettait une stabilité, mais suscitait des interrogations quant à sa légalité (face à l'ONU) et quant à sa légitimité (face aux non-alignés).

La troisième partie pose la question du devenir de l'Alliance, de sa transformation en un instrument de sécurité collective. La fin du Pacte de Varsovie marque la fin du système de double alliance et laisse l'OTAN orpheline d'un ennemi. C. Zorgbibe dépasse ce constat pour s'intéresser au paradigme des relations internationales au lendemain de la chute du communisme et de la dissolution *de facto* du Pacte de Varsovie. Se pose alors la question de la transformation de l'Alliance. L'auteur identifie trois directions : une transformation de la doctrine d'emploi des forces ; une course vers l'Est et vers le Sud ; une transformation de l'OTAN en alliance chef de file d'alliances moins universalistes comme l'OSCE ou sa transformation en bras séculier de l'ONU. On peut remarquer que la course vers l'Est est réelle et incontestable, tandis qu'elle est insignifiante vers le Sud et en tout cas sans objet depuis le 11 septembre 2001. La participation de l'OTAN dans les conflits de l'ex-Yougoslavie ne fait que souligner l'évolution paradoxale de cette alliance. Subsiste une question qui dépasse le strict cadre de l'ouvrage : une alliance contre qui ?

*Taufik Bourgo* (\*)

## PUBLICATIONS HELVÉTIQUES

PAR

XAVIER GUILLAUME (\*)

ET

GIANLUCA MASPOLI (\*\*)

Cette note bibliographique a pour objectif d'offrir un aperçu le plus représentatif possible des orientations éditoriales de la discipline des relations internationales en Suisse durant la période 2001-2002. Comme par le passé (53), l'actualité éditoriale helvétique de 2001-2002 est caractérisée par sa forte délocalisation, les chercheurs publiant le plus souvent leurs travaux dans des revues ou des maisons d'édition étrangères. Au-delà de cette première remarque, nous pouvons également constater une concentration de ces publications autour de quatre grands domaines de la discipline : la sécurité, l'environnement, la mondialisation et les institutions internationales. Nous consacrerons donc notre effort sur ces quatre domaines, en les insérant dans des orientations générales, notamment celle de la politique étrangère et de la sécurité suisse, que nous pouvons dégager de la diversité des publications helvétiques. Il est bien entendu que la recherche en relations internationales en Suisse ne se limite pas à ces orientations, mais celles-ci en reflètent les principales directions.

(\*) Chercheur associé au Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et Défense (CLESID) de l'Université Lyon III-Jean Moulin et chercheur au GRAPHOS UMR CNRS 5823.

(\*) Université de Genève, Département de Science politique.

(\*\*) Université de Genève, Département de Science politique.

(53) Cédric DUPONT, « Publications helvétiques », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 1, 2000, pp. 881-886 ; « Publications helvétiques », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 2, 2001, pp. 1055-1062.